

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des
Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny
ud-17-79.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Périgny, le 9 mars 2026

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERRE ATLANTIQUE (ex MCA Mounet)
Mounet
17700 Saint-Pierre-la-Noue

Références : 2026/149
Code AIOT : 0007204273

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement TERRE ATLANTIQUE (ex MCA Mounet) implanté Mounet 17700 Saint-Pierre-la-Noue.

Cette inspection réalisée dans le cadre de l'opération régionale coup de poing «produits chimiques». L'objectif principal est de vérifier la disponibilité et la mise à jour des fiches de données de sécurité (FDS), d'évaluer la mise en œuvre effective des prescriptions qui y sont indiquées, ainsi que de contrôler les conditions de stockage sur le site. Cette démarche permet de s'assurer que les produits chimiques sont manipulés et stockés conformément aux exigences réglementaires et dans le respect de la sécurité du personnel et de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRE ATLANTIQUE (ex MCA Mounet)
- Mounet 17700 Saint-Pierre-la-Noue
- Code AIOT : 0007204273 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société TERRE ATLANTIQUE dont le siège social est situé au lieu-dit « Bel-Air » Route de Véron à SAINT JEAN D'ANGELY (17400) exploite à SAINT PIERRE LA NOUE (ex commune de SAINT GERMAIN DE MARENCENNES) un établissement spécialisé dans le stockage de céréales.

Contexte de l'inspection : Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection : AR - 3 | REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


La conformité de la mise en œuvre des fiches de données de sécurité (FDS) et des prescriptions qui y sont associées a été vérifiée. Le site n'est pas soumis aux obligations de rétention, les produits chimiques étant solides, et aucun problème d'incompatibilité n'a été constaté entre les différents produits stockés.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques - Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Les fiches de données de sécurité (FDS) des produits chimiques présents sur le site sont accessibles au personnel via l'ordinateur de travail, sur l'espace intranet de la coopérative. S'agissant uniquement d'engrais solides présents sur le site, ces fiches ont été présentées lors de l'inspection. Il est vérifié sur site que le magasinier présent lors de l'inspection sait accéder aux FDS pour les engrais. Par sondage, il a été demandé à l'exploitant en séance de fournir les fiches de données de sécurité des produits : - Fertiso - UREE 46 Les FDS sont bien mises à disposition de l'inspection. Ces FDS ont été mises à jour après 2020 et sont bien disponibles en français.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques - Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : L'inspection a procédé, par sondage, à l'examen de certaines rubriques des fiches de données de sécurité (FDS) de deux produits : le Fertiso et l'UREE 46. De manière générale, il est constaté que chaque opérateur dispose de ses propres équipements de protection individuelle (EPI), disponibles au niveau du local d'accueil. Des gants sont également disponibles dans les bureaux, et le magasinier indique utiliser un masque A2P3 lors de la manipulation du Fertiso. De manière générale, les engrais sont stockés dans des cases distinctes. Des extincteurs sont présents dans les cases contenant les engrais. Des balais sont également disponibles afin de permettre le ramassage de l'engrais en cas de déversement. Les engrais ne sont pas éliminés, car ils sont intégralement vendus aux agriculteurs jusqu'à épuisement des stocks. Toutefois, s'ils devaient être éliminés, cela serait réalisé via une filière spécialisée.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques - Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Le site n'est pas concerné par cette prescription, car il utilise des engrais solides répartis dans cinq cases fermées.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques - Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : L'inspection a pu constater que les engrais solides sont stockés séparément dans des cases distinctes et ne présentent aucune incompatibilité.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels - Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté, sur l'ordinateur du bureau, l'état des stocks à jour disponibles sur le site, consultable via un logiciel ERP (outil de gestion), qui permet un suivi en temps réel des différents produits utilisés. De plus, un tableau affiché dans le local indique pour chaque case les produits qui y sont stockés.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :